



# Les licenciements économiques

## MAYENNE

Situation au 31/12/2011

Document mensuel



Libre de diffusion sous réserve de mention de la source « Pôle emploi Pays de la Loire »

### LES LICENCIÉS ÉCONOMIQUES AU COURS DU MOIS

En décembre 2011, **60** demandeurs d'emploi ont été inscrits pour motif licenciement économique. Ce nombre est en hausse de **30,4%** par rapport à décembre 2010. Les licenciés avec dispositif représentent **16,7%** de l'ensemble et affichent une baisse de **44,4%**.

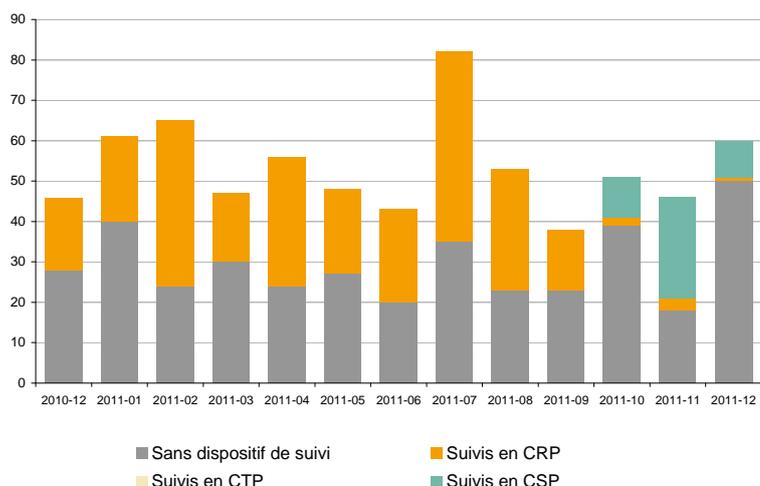
En tendance (moyenne mobile sur 3 mois), le nombre de licenciés économiques se stabilise, après une longue période de baisse. Depuis septembre 2011, la valeur moyenne mensuelle baissait mais elle repart à la hausse en décembre 2011 (**52** licenciements).

En un an, **650** personnes ont été inscrites pour ce motif sur le département de la Mayenne (soit une baisse de **26%**).

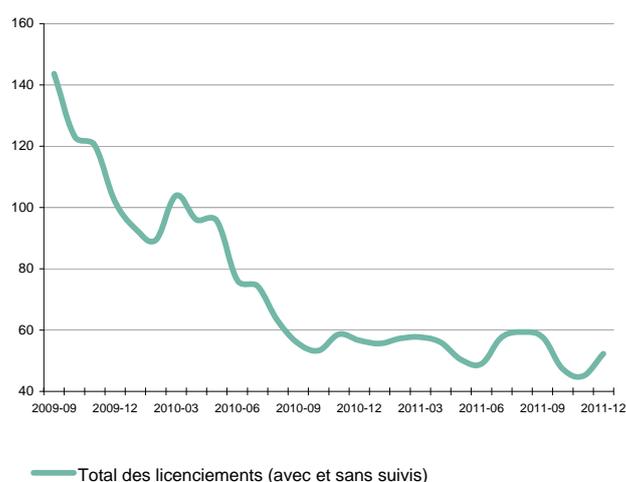
#### SOMMAIRE

- 1 Les licenciés économiques
- 2-3 Leurs caractéristiques socio démographiques  
La DEFM avec dispositif

Les inscriptions suite à licenciement économique



Moyenne mobile sur 3 mois



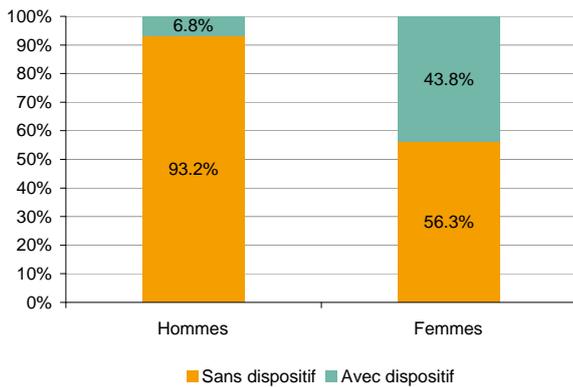
		Licenciés économiques	dont sans dispositif de suivi	%	dont avec dispositif de suivi	%	dont CRP	dont CTP	dont CSP
Valeur mensuelle	déc-11	60	50	83.3%	10	16.7%	1		9
	déc-10	46	28	60.9%	18	39.1%	18		
	Evolution	30.4%	78.6%		-44.4%		-94.4%		
Cumul sur 3 mois	déc-11	157	107	68.2%	50	31.8%	6		44
	déc-10	170	87	51.2%	83	48.8%	83		
	Evolution	-7.6%	23.0%		-39.8%		-92.8%		
Cumul sur 12 mois	déc-11	650	353	54.3%	297	45.7%	253		44
	déc-10	878	487	55.5%	391	44.5%	391		
	Evolution	-26.0%	-27.5%		-24.0%		-35.3%		

Source Persee

**Information méthodologique** : Sont comptabilisés comme licenciés économiques au cours du mois, les demandeurs d'emploi inscrits en catégorie 4, motif CRP (20), CTP (31), ou CSP (34), ainsi que les personnes inscrites en catégorie 1, 2 ou 3 pour motif licenciement économique (11).

## LES CARACTERISTIQUES SOCIO DEMOGRAPHIQUES DES LICENCIES ECONOMIQUES

### Répartition par sexe

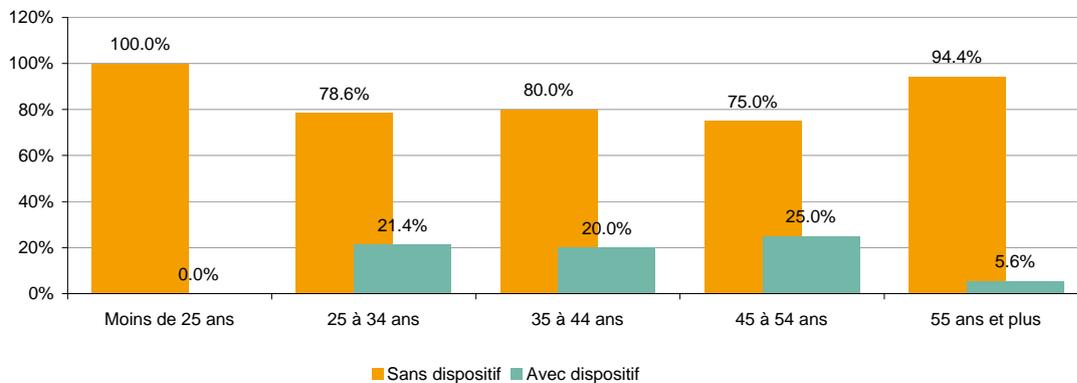


En décembre 2011, la quasi totalité des hommes licenciés économiques est sans dispositif (**93,2%**). La proportion des femmes qui n'ont pas adhéré à un dispositif est légèrement majoritaire (**56,3%**).

Un fort pourcentage des tranches d'âge moins de 25 ans et 55 ans et plus n'adhère pas à un dispositif (**94,4%** et **100%**).

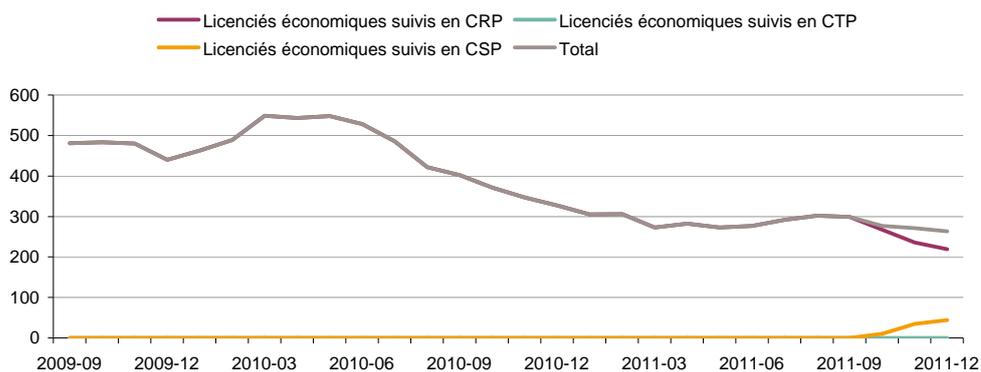
Les tranches d'âge de 25 à 54 ans affichent une part plus importante de licenciés économiques avec dispositif (de **20%** à **25%**).

### Répartition par tranche d'âge



## LA DEMANDE D'EMPLOI FIN DE MOIS AVEC DISPOSITIFS DE SUIVI (Cat. D)

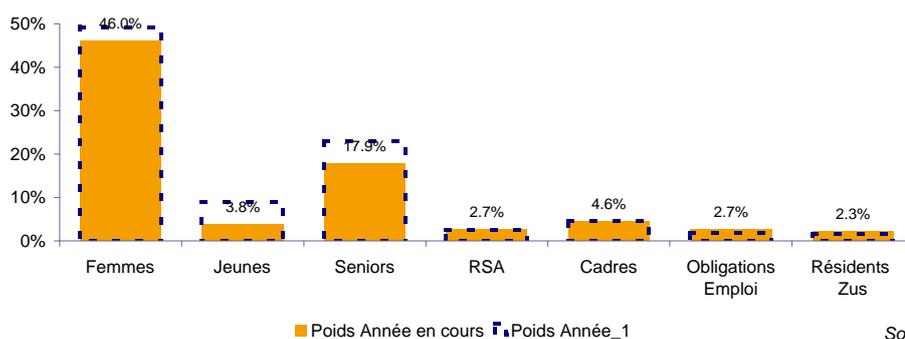
### Evolution des DEFM



	déc-09	déc-10		déc-11	
	DEFM	DEFM	Evolution annuelle	DEFM	Evolution annuelle
Licenciés économiques suivis	440	327	-25.7%	263	-19.6%
dont CRP	440	327	-25.7%	219	-33.0%
dont CTP					
dont CSP				44	

	déc-10		déc-11		
	DEFM	Poids	DEFM	Poids	Evolution annuelle
Femmes	161	49.2%	121	46.0%	-24.8%
Moins de 25 ans	29	8.9%	10	3.8%	-65.5%
50 ans et plus	75	22.9%	47	17.9%	-37.3%
Revenus de Solidarité Active	8	2.4%	7	2.7%	-12.5%
Cadres	15	4.6%	12	4.6%	-20.0%
Obligations d'emploi	6	1.8%	7	2.7%	16.7%
Résidents Zone Urbaine Sensible	5	1.5%	6	2.3%	20.0%

N.C. : données non communiquées en raison du secret statistique (données < à 5).



Source Persee

### Dispositif de la Convention de Reclassement Personnalisé (CRP) :

Le salarié bénéficiant d'une CRP perçoit une allocation spécifique (ASR) : pendant les 12 premiers mois, l'allocation correspond à 80 % du salaire de référence. Les salariés qui ont moins de 2 ans d'ancienneté peuvent bénéficier du dispositif de reclassement, mais avec une indemnisation moindre (l'ASRr). La convention du 19 février 2009 relative à la CRP est entrée en application le 1er avril 2009 jusqu'au 31 août 2011.

### Dispositif du Contrat de Transition Professionnelle (CTP) :

Mis en place à titre expérimental dans certains bassins d'emplois, le CTP s'adresse aux salariés dont le licenciement économique est envisagé dans une entreprise non soumise à l'obligation de proposer un congé de reclassement. Pendant la durée de ce contrat (maximum 12 mois), et en dehors des périodes durant lesquelles il exerce une activité rémunérée, le titulaire du CTP perçoit une « allocation de transition professionnelle » égale à 80 % du salaire brut moyen perçu au cours des 12 mois précédant la conclusion du CTP.

Ce dispositif prend fin au 31 août 2011.

### Dispositif du Contrat de Sécurisation Professionnelle (CSP) :

Le dispositif du contrat de Sécurisation Professionnelle s'applique aux procédures de licenciement économique engagées à compter du 1er septembre 2011.

Il concerne tous les salariés visés par une procédure de licenciement économique qui totalisent au moins 4 mois d'affiliation à l'assurance chômage sur les 28 derniers mois pour les personnes de moins de 50 ans, ou 36 derniers mois pour les personnes de plus de 50 ans.

Le CSP concerne les entreprises de moins de 1000 salariés et les entreprises en redressement ou en liquidation judiciaire (quel que soit le nombre de salariés) qui ont engagé une procédure de licenciement économique.

Le bénéficiaire du CSP perçoit une allocation de sécurisation professionnelle (ASP).

Son montant est fixé à 80% du salaire journalier de référence. Il ne peut être inférieur au montant que le salarié aurait perçu si l'ARE lui avait été versée durant cette période.

Ce dispositif prend la suite du dispositif du CTP et de celui de la CRP.

### Situation à l'issue des dispositifs

Catégorie A : Demandeur d'emploi sans activité réduite

Catégorie B et C : Demandeur d'emploi avec activité réduite

Catégorie D : Demandeur d'emploi en formation

Catégorie E : Demandeur d'emploi en emploi (contrat aidé, créateur d'entreprise)

Sortie du dispositif : Demandeur d'emploi non inscrit

DEFM : Demande d'Emploi Fin de Mois

Obligation d'Emploi : Demandeur d'emploi bénéficiant de l'obligation d'emploi instituée par l'article L.323-1 du Code du travail : les travailleurs reconnus handicapés par la CDAPH, les victimes d'accidents du travail ou de maladies professionnelles, les titulaires d'une pension d'invalidité, etc

[www.observatoire-emploi-paysdelaloire.fr](http://www.observatoire-emploi-paysdelaloire.fr)

Le service Statistiques, Etudes et Evaluation est à votre disposition pour tout complément d'information.

Contact : statspdl@pole-emploi.fr

Directeur de publication :  
Gwenaël PROUTEAU

Directeur de la rédaction :  
Hervé BONNET

Conception et réalisation:  
Service Statistiques, Etudes et  
Evaluation – Catherine MOULIN et  
Brigitte VIGOUROUX